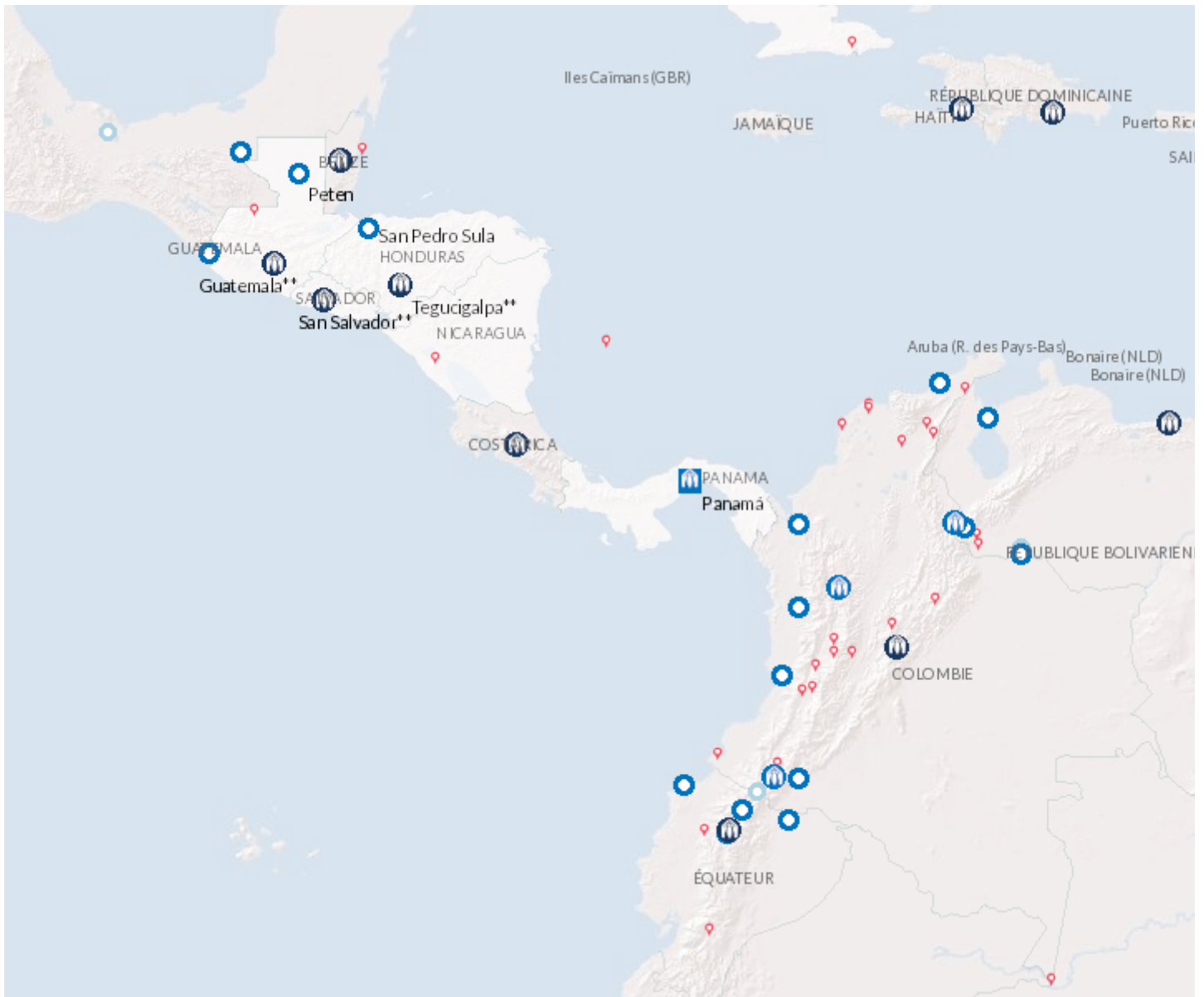


# Rapport de fin d'année 2017

24/7/2018

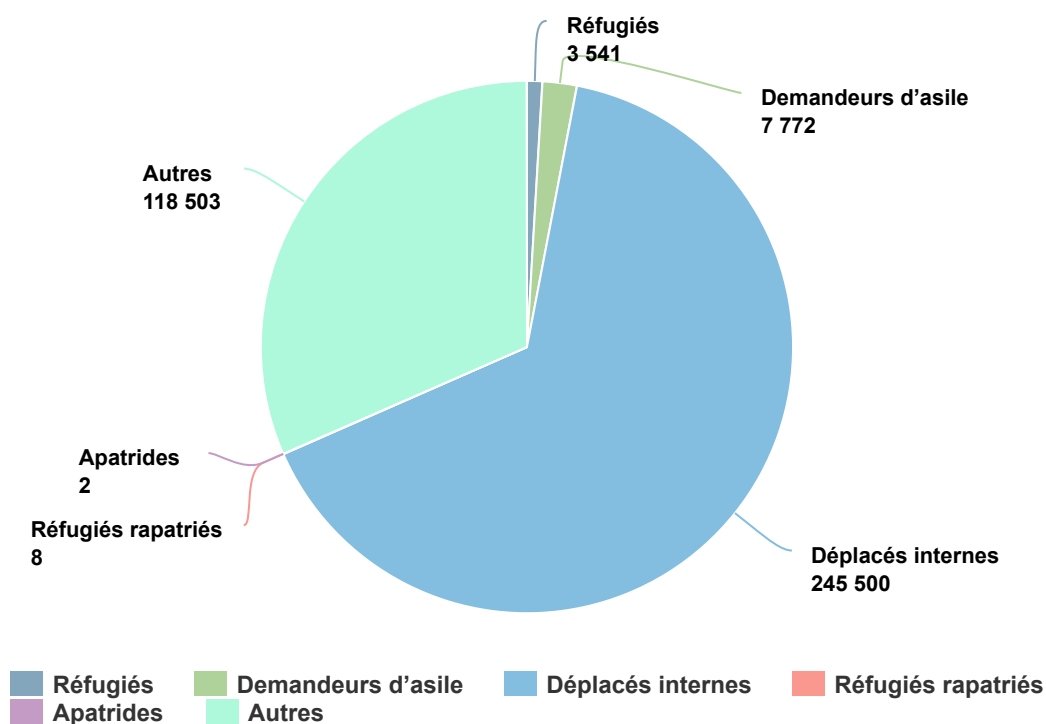
## Opération: Panama – Bureau régional



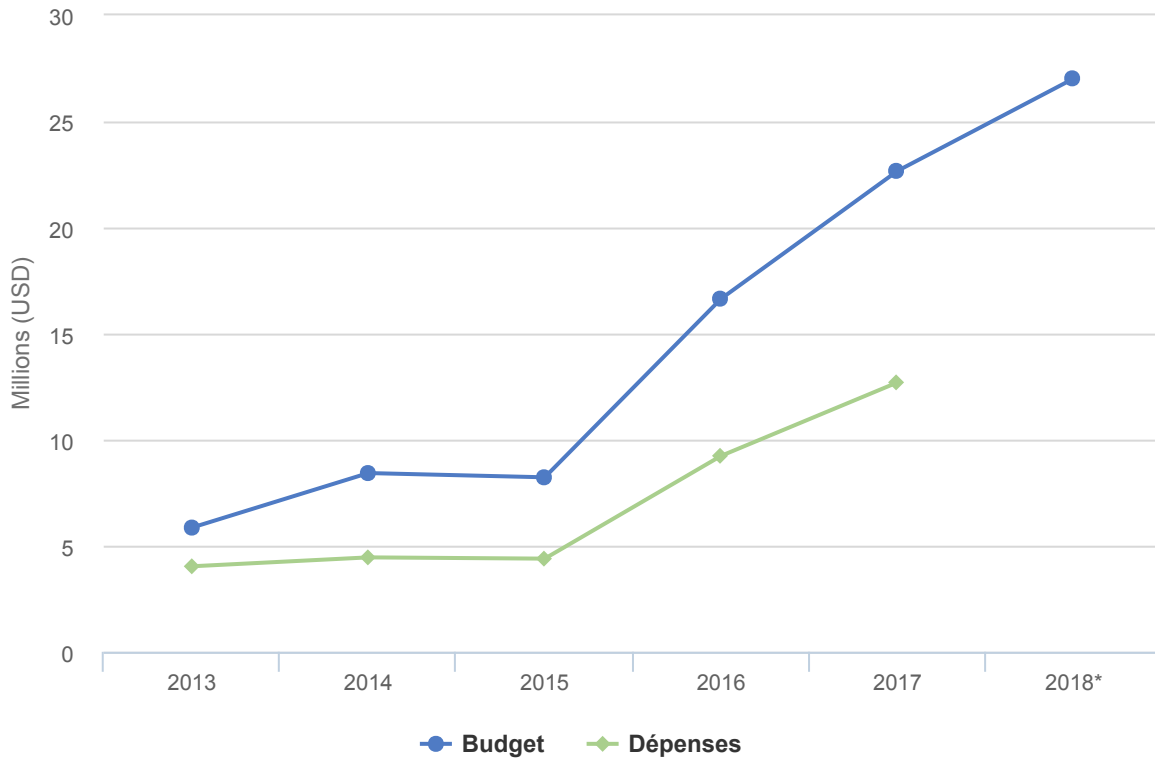
## Personnes relevant de la compétence du HCR

# + 59% EN 2017

<b>2017</b>	375,326
<b>2016</b>	235,707
<b>2015</b>	214,190



## Budgets et Dépenses - Panama – Bureau régional



## Contexte opérationnel

Les déplacements en cours dans le nord de l'Amérique centrale ont des causes multiples, dont notamment la violence et l'insécurité. Les ressortissants des pays de cette zone ont traditionnellement sollicité une protection internationale au Canada et aux États-Unis d'Amérique. Cependant, au cours des deux dernières années, le nombre de demandeurs d'asile originaires de ces pays à Belize, au Costa Rica, au Mexique, au Nicaragua et au Panama a beaucoup augmenté.

Le cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) pour l'Amérique centrale et le Mexique (connu sous l'acronyme espagnol MIRPS) a été adopté en octobre 2017 sous la forme de la Déclaration de San Pedro Sula au cours d'une conférence régionale de haut niveau qui s'est tenue au Honduras. Les États qui participent au MIRPS sont Belize, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique et le Panama. Les plans d'action triennaux du MIRPS pour chaque pays, ainsi que pour les acteurs régionaux, présentent des initiatives concrètes pour renforcer la protection et les solutions en faveur des demandeurs d'asile, des déplacés internes et des réfugiés dans le nord de l'Amérique centrale et en Amérique centrale par :

- l'amélioration des conditions d'admission et d'accueil ;
- le renforcement des systèmes d'asile ;
- la création d'opportunités pour l'autonomisation et l'intégration locale des personnes déplacées de force ;
- l'appui à la résilience des communautés d'accueil et des communautés à risque.

Dans le cadre du processus du MIRPS, des sessions de consultations ont eu lieu au niveau régional et national avec de nombreuses parties prenantes (y compris des personnes relevant de la compétence du HCR). Au total, 62 réunions consultatives ont été organisées et plus de 1 000 personnes ont été formellement consultées. Cela a conduit à l'élaboration de six plans nationaux et de 15 plans d'action avec des acteurs régionaux, nationaux et internationaux pour les différents piliers, et à plus de 180 nouveaux engagements. Par ailleurs, le MIRPS comprend dix autres États et entités souhaitant soutenir activement le processus et ayant identifié des secteurs spécifiques qu'ils soutiendront par le biais d'une aide financière et d'une coopération technique.

## Tendances démographiques

La tendance à la hausse des demandes d'asile observée au cours de ces quelques dernières années s'est poursuivie en 2017. Plus de 125 000 nouvelles demandes d'asile ont été déposées par des ressortissants du nord de l'Amérique centrale dans la région, soit 33 pour cent de plus qu'en 2016. Le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile originaires du nord de l'Amérique centrale a quasiment atteint les 300 000 à la fin de 2017.

À l'exception du Honduras (174 000 déplacés internes selon une estimation tirée d'une étude de 2014), les données relatives aux déplacements internes liés à la violence régnant dans les pays du nord de l'Amérique centrale restent parcellaires.

Environ 141 000 ressortissants des pays du nord de l'Amérique centrale ont été expulsés en 2017 (principalement depuis les États-Unis et le Mexique), y compris de nombreuses personnes ayant besoin d'une protection internationale.

En tant que pays de transit, un nombre croissant de personnes sont passées par le Guatemala en direction du nord et du sud. Les autorités mexicaines estiment qu'en 2017 quelque 500 000 personnes sont entrées au Mexique depuis le Guatemala. Le HCR a identifié et assisté quelque 23 000 personnes en transit ayant besoin d'une protection internationale.

## Chiffres clés

- 5 970 personnes ont bénéficié d'un soutien matériel et psychosocial

- 3 760 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié d'un soutien juridique
- 1 320 ménages ont bénéficié d'aides en espèces à usages multiples
- 1 220 employés des partenaires, du gouvernement et du HCR ont été formés à la prévention et à la réponse aux violences sexuelles et de genre et/ou à la protection de l'enfance
- 370 départs dans le cadre de la réinstallation ont été organisés

## Principales réalisations

- Conformément au processus régional du MIRPS, des engagements ont été souscrits pour renforcer davantage la protection et les solutions dans la région. Dans le cadre des consultations nationales, l'élaboration de plans opérationnels triennaux pour chaque pays participant est en cours.
- Le succès des actions du HCR en matière de renforcement des capacités est illustré par la hausse des taux de reconnaissance, qui ont atteint une moyenne de 49 pour cent en 2017, contre 28 pour cent en 2012.
- La prévention et la réponse aux violences sexuelles et de genre ont été prioritaires, avec le Guatemala comme pays pilote pour le réseau régional des lieux sûrs en matière de violences sexuelles et de genre. Les mécanismes de protection pour les victimes des violences ont continué d'être renforcés également au Salvador et au Honduras.
- Pour les cas à haut risque, le dispositif de transfert aux fins de protection (PTA) a été consolidé et étendu à l'ensemble des trois pays du nord de l'Amérique centrale et complété par un ensemble de mesures dont la relocalisation interne.
- Le réseau de lieux sûrs pour l'aide humanitaire, qui garantit un transit plus sûr et plus digne pour les personnes relevant de la compétence du HCR en cours de déplacement, a été étendu au Guatemala, ce qui a permis de venir en aide à 23 000 personnes au total en 2017.

## Besoins non satisfaits

- L'aide humanitaire par le biais d'aides en espèces a dû être distribuée en priorité aux personnes relevant de la compétence du HCR les plus vulnérables. Cela a eu un impact négatif sur les autres personnes relevant de la compétence du HCR car leurs besoins de base n'ont pas pu être couverts pendant leur déplacement forcé et durant la procédure de détermination du statut de réfugié (DSR).
- Les réseaux de protection et les filets de sécurité auraient pu être améliorés si des financements supplémentaires avaient été alloués. Les programmes spécifiques ciblant la prévention des violences sexuelles et de genre et les personnes ayant des besoins de protection spécifiques (par exemple, les LGBTI) nécessitent d'être renforcés.
- Le manque de financements a eu un impact négatif sur les interventions communautaires, en limitant les actions au domaine des infrastructures ainsi que les missions de protection sur le terrain aux zones à haut risque dans tous les pays.
- En matière de DSR, bien que le HCR ait continué de soutenir le renforcement des systèmes d'asile, des financements supplémentaires étaient nécessaires pour mieux soutenir les gouvernements du Guatemala et du Panama en particulier.



# Dépenses 2017 - Panama – Bureau régional | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Total
<b>Budget final</b>	<b>22,672,194</b>	<b>22,672,194</b>
	10,854,564	10,854,564
<b>Total des fonds disponibles</b>	<b>10,854,564</b>	<b>10,854,564</b>
<b>Dépenses par objectif</b>		
<b>Environnement de protection favorable</b>		
Instruments internationaux et régionaux	563,414	563,414
Cadre juridique et politique	805,213	805,213
Aide juridique et recours judiciaires	207,335	207,335
Accès au territoire	623,627	623,627
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	256,218	256,218
<b>Sous-total</b>	<b>2,455,806</b>	<b>2,455,806</b>
<b>Processus de protection et documents adéquats</b>		
Conditions d'accueil	1,030,686	1,030,686
Enregistrement et établissements des profils	124,301	124,301
Procédures de détermination du statut de réfugié	1,483,363	1,483,363
<b>Sous-total</b>	<b>2,638,350</b>	<b>2,638,350</b>
<b>Sécurité face à la violence et à l'exploitation</b>		
Prévention et interventions liées aux VSS	271,109	271,109
Protection des enfants	553,450	553,450
<b>Sous-total</b>	<b>824,559</b>	<b>824,559</b>
<b>Besoins de base et services essentiels</b>		
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	1,415,203	1,415,203
<b>Sous-total</b>	<b>1,415,203</b>	<b>1,415,203</b>
<b>Autonomisation et autogestion communautaires</b>		
Mobilisation communautaire	488,163	488,163
<b>Sous-total</b>	<b>488,163</b>	<b>488,163</b>
<b>Solutions durables</b>		
Retour volontaire	1,126,828	1,126,828
Réintégration	309,727	309,727
Intégration	154,098	154,098
Réinstallation	1,141,941	1,141,941
<b>Sous-total</b>	<b>2,732,594</b>	<b>2,732,594</b>

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Total
<b>Direction, coordination et partenariats</b>		
Coordination et partenariats	100,997	100,997
<b>Sous-total</b>	<b>100,997</b>	<b>100,997</b>
<b>Appui à la logistique et aux opérations</b>		
Gestion des opérations, coordination et appui	2,044,915	2,044,915
<b>Sous-total</b>	<b>2,044,915</b>	<b>2,044,915</b>
<b>Dépenses totales en 2017</b>	<b>12,700,587</b>	<b>12,700,587</b>